



HAL
open science

Les conditions nécessaires à la réalisation d'un processus de désarmement pour le développement

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Les conditions nécessaires à la réalisation d'un processus de désarmement pour le développement. Désarmement pour le Développement. Analyse économique, May 1991, Genève, Suisse. hal-03229135

HAL Id: hal-03229135

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03229135v1>

Submitted on 18 May 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les conditions nécessaires à la réalisation d'un processus de désarmement pour le développement

Jacques Fontanel

Présentation devant le Groupe d'experts UNIDIR

Genève , 1991

Résumé : Le désarmement pour le développement est une idée ancienne, ancrée dans l'histoire de l'humanité. Les armes sont considérées comme des fardeaux, mais chaque Etat souhaite cependant se protéger de la prédation, de l'envahissement de son territoire ou de l'exercice des effets de domination d'un ou d'autres Etats. Dans ces conditions, il est nécessaire d'engager un désarmement qui ne remette pas en cause les équilibres internationaux. Pour que l'aide au développement soit renforcé par le processus de désarmement pour le développement, des conditions politiques (fondées sur la confiance et la négociation), techniques (transparence des informations, vérification des dépenses militaires) et institutionnelles (faut-il créer une organisation ad hoc ou non ?) doivent être réunies.

Disarmament for development is an ancient idea, rooted in human history. Weapons are considered burdens, but each state wishes to protect itself from predation, from the invasion of its territory or from the exercise of domination by one or more other states. Under these conditions, it is necessary to engage in disarmament that does not call into question international balances. For development aid to be strengthened by the disarmament for development process, political (based on trust and negotiation), technical (transparency of information, verification of military expenditure) and institutional (should an ad hoc organisation be created or not?) conditions must be met.

Désarmement pour le développement, dépenses militaires
Disarmament for development, military expenditures

La connaissance relativement précise des dépenses militaires est une condition essentielle à un accord portant sur leur réduction. Les écarts sont tellement importants entre les chiffres publiés par les Etats et les statistiques disponibles auprès des grands organismes internationaux d'informations, qu'il est fondamental de procéder à des analyses plus sérieuses acceptables par tous les Etats. Nous disposons, à l'heure actuelle, d'un instrument harmonisé d'informations statistiques sur les dépenses militaires qui n'a pas été contesté par les pays qui ont bien voulu participer à l'exercice proposé par le Groupe d'Experts des Nations Unies sur la Réduction des Dépenses Militaires. D'autre part, la méthode de parités des pouvoir d'achat semble s'imposer à l'application directe ou indirecte des taux de change. Il a pu enfin être démontré qu'il suffisait d'une quantité relativement peu nombreuse d'informations pour obtenir des estimations satisfaisantes des dépenses militaires comparées des pays. Que faut-il faire maintenant pour rendre opérationnels ces exercices ? Il faut à la fois une volonté politique, un affinement des méthodes appliquées et une structure institutionnelle.

a) Conditions politiques

Deux progrès fondamentaux doivent être réalisés pour que les conditions politiques d'une divulgation d'informations statistiques portant sur les dépenses militaires soient réalisées : 1) le désir affirmé de réduire l'effort économique de défense et 2) l'acceptation de l'idée selon laquelle l'absence d'information claire est un facteur de déstabilisation et certainement d'augmentation des dépenses militaires.

- L'Union Soviétique s'est souvent déclarée favorable à une réduction des dépenses militaires et elle a fait de nombreuses propositions en ce sens. Elle affirme avoir la volonté de réduire les dépenses improductives qui lèsent gravement le développement économique mondial. Cependant, elle n'a jamais fourni les informations statistiques nécessaires qui auraient permis de vérifier les réductions prévues par l'accord éventuel. De son côté, les Etats-Unis ont paru nettement en retrait sur cette question. Il faut dire que cet Etat peut aisément argumenter sa défiance à l'égard de cette procédure par la méconnaissance des dépenses militaires réelles de l'URSS. Dans un pays démocratique,

les dépenses militaires sont connues avec une assez grande précision, du fait des procédures parlementaires et de l'action de la presse. Pour les pays socialistes, le secret militaire empêche une connaissance même générale des dépenses réellement engagées. Dans ces conditions, le gouvernement des Etats-Unis se sent plutôt en situation d'infériorité sur ce terrain, puisque dans le grand jeu diplomatique, les dirigeants de l'URSS lisent très aisément dans ses cartes alors qu'il a les plus grandes difficultés à connaître celles de son adversaire. L'exigence d'informations harmonisées sur les dépenses militaires ne semble pas excessive, compte tenu de ces différences fondamentales dans la transparence des informations. Dans ces conditions, il semble essentiel que les deux Etats fassent un effort l'un vers l'autre. L'URSS doit accepter de fournir des informations harmonisées et même d'apporter quelques informations complémentaires demandées par les Experts dans le but d'une vérification directe ou indirecte des chiffres fournis. Ce n'est pas une mince affaire. Rappelons simplement que la CIA s'est considérablement trompée, avant 1976, dans ses études du rapport entre les dépenses militaires soviétiques et son Produit Intérieur Brut (de l'ordre du simple au double). Il faut donc avoir des informations suffisamment précises pour mettre les Etats-Unis dans une moindre situation d'infériorité. Inversement, il faudrait que les Etats-Unis fassent un geste en acceptant, même symboliquement, l'idée de négociations sur la réduction des dépenses militaires. S'il n'y a pas un effort réciproque, il ne semble pas y avoir de solutions possibles à court terme, compte tenu du caractère inégalitaire de la transparence des informations et de la difficulté de vérifier certaines formes de dépenses.

- L'absence de transparence conduit au développement de la méfiance. Chaque fois qu'un pays protégé par le secret fait une proposition tendant à réduire les dépenses militaires dont la valeur est inégalement connue selon les Etats, l'adversaire potentiel a plutôt tendance à rejeter la proposition et même à se mettre en situation inverse et à augmenter son effort. Il n'est d'ailleurs pas certain que les dépenses militaires d'un pays dépendent des dépenses militaires de son adversaire. Les modèles de course aux armements mettent en évidence le fait que les dépenses militaires dépendent au moins autant des facteurs internes que des facteurs externes. Il est donc essentiel de déterminer les causes fondamentales de l'évolution des dépenses militaires. Plusieurs raisons ont été avancées : économiques (affaiblissement de l'adversaire par l'effort économique qui lui est demandé pour conserver sa puissance relative, existence de complexes militaro-industriels, lutte contre le chômage à court terme, etc...), politiques (cycle électoral, conflits idéologiques, lutte

pour le pouvoir, dictatures, etc...), sociologiques (militarisation de la société, conflits religieux ou ethniques, etc...) et bien entendu stratégiques. Si l'on veut connaître les raisons qui conduisent au blocage des négociations sur la réduction des dépenses militaires, il est probable que tous ces facteurs évoluent simultanément et qu'il faut trouver les goulots d'étranglement, c'est-à-dire les variables explicatives des dépenses militaires qui s'opposent fondamentalement à leur diminution concertée. Dans ces conditions, il est possible que ce soit d'abord des facteurs internes qu'il faille modifier pour réaliser l'accord international (Fontanel, 1986). *Annexe n° 3.*

b) Conditions techniques

Les conditions techniques sont relativement simples dans leur principe, même si leur application s'avère extrêmement délicate.

- D'abord, l'instrument normalisé de publication des dépenses militaires des Nations Unies devrait être rempli par tous les Etats, en gage de bonne volonté. Rappelons qu'il n'implique pas de vérification des chiffres, ce qui est bien entendu une limite considérable à son utilisation, telle quelle, dans le cadre d'une réduction des dépenses militaires. Cependant, comme premier pas indispensable à une négociation sur la réduction des dépenses militaires, l'information ainsi fournie contribuerait à améliorer la confiance des Etats.

- Ensuite, il devrait être possible d'établir des parités de pouvoir d'achat et des indices de prix militaires pour tous les pays en exigeant, pour chaque année, une centaine d'informations complémentaires, comme les salaires des conscrits ou des généraux, le prix d'un uniforme ou le coût moyen d'une heure de réparation automobile. Il serait fondamental que plusieurs pays à économie planifiée participent à cet exercice, de façon à démontrer la validité de la méthode dans les comparaisons de systèmes économiques différents. Il faut noter que le Groupe d'Experts a mis en évidence la nécessité d'une coopération entre les Etats pour déterminer les produits ou salaires qui seraient choisis pour calculer les indices. Il faut en effet que ces items soient à la fois disponibles et représentatifs de l'ensemble représenté. Il est donc utile de procéder à des études statistiques sous contraintes politiques. C'est ainsi qu'un produit dont plusieurs Etats ne veulent pas dévoiler les caractéristiques ne doit pas être choisi parmi les items représentatifs. Une négociation scientifico-politique peut alors s'engager de façon à rendre crédibles les indices et à permettre concrètement leur calcul.

- Enfin, il sera peut-être nécessaire d'introduire d'autres variables que les seules dépenses militaires présentées par les experts des Nations Unies. C'est ainsi que du fait de la difficulté de déterminer concrètement le caractère civil ou militaire de certaines activités de R & D, il serait utile d'une part d'introduire la R & D spécifiquement militaire dans le cadre des dépenses militaires elles-mêmes, et d'établir un nouveau concept qui comprendrait l'ensemble des coûts de la défense auquel on ajouterait ce potentiel militaire que constitue certaines formes de R & D à objectifs civils mais à applications militaires complémentaires. Plusieurs concepts additionnels pourraient être définis, de façon à tenir compte du potentiel réel de défense nationale d'un pays. Cette étude mériterait aussi d'être engagée, au même titre que la comparaison entre les armées de métier et les armées de conscription. En fait, il faudrait élargir un peu le concept de dépenses militaires qui constituerait la base de l'accord, à celui de potentiel militaire qui permettrait d'atténuer les écarts qui pourraient exister entre la puissance militaire et les dépenses de défense elles-mêmes.

c) Conditions institutionnelles

Il est essentiel de savoir comment peut être améliorée la transparence internationale sur les dépenses militaires. Il y a trois possibilités concrètes : le Groupe d'Experts, l'Organisation Internationale existante et un Observatoire.

- Les Groupes d'Experts ont des avantages certains : tous les Etats peuvent directement y participer et ils sont peu coûteux et relativement souples d'utilisation. Par contre, ils ont deux inconvénients majeurs : d'une part, ils ne se réunissent que quelques jours par an, ce qui est très insuffisant ; d'autre part, ils n'ont pas toujours les moyens d'investigation ni le temps nécessaire entre les sessions pour fournir un rapport dans de brefs délais et avec suffisamment de recul. On peut ajouter que les discussions politiques réduisent parfois la qualité du travail technique, mais il faut reconnaître que dans le domaine particulier des dépenses militaires, cette critique n'est peut-être pas très fondée, compte tenu du caractère éminemment politique de la décision de rendre plus transparentes et comparables les dépenses militaires.

- Les Organisations Internationale existantes pourraient bien entendu intervenir dans ce recueil d'informations, soit comme soutien permanent à un Groupe d'Experts temporaire, soit à titre

principal. Les deux solutions sont acceptables, à condition que deux ou trois personnes travaillent exclusivement sur ce sujet. Il est nécessaire d'avoir quelques spécialistes qui pourraient conseiller les Experts, définir les informations nécessaires, regrouper les informations, les synthétiser, faire les calculs utiles de comparaison, des indices de prix et de parités de pouvoir d'achat, etc...

- Enfin, un Observatoire des Dépenses Militaires, rattaché ou non aux Nations Unies, pourrait être mis en place. Son rôle serait de recueillir l'information, mais aussi de la vérifier par des moyens indirects. Il serait composé de spécialistes des dépenses militaires, mais aussi de diplomates susceptibles, dans certains cas, de déterminer politiquement les choix des produits pour lesquels une transparence serait revendiquée. Dans cet Observatoire, dont le financement serait assuré par les Etats désireux de participer, immédiatement ou à terme, à un accord de réduction des dépenses militaires, des études seraient entreprises pour comparer les dépenses militaires des Etats. A terme, lorsque la volonté politique sera présente en faveur d'une réduction des dépenses militaires, il pourrait être chargé des mesures directes ou indirectes de vérification.

L'étude comparative des dépenses militaires a certainement progressé depuis 1973, mais l'idée d'une réduction négociée des dépenses militaires n'a pas avancé. Il faudrait maintenant progresser dans le domaine politique et faire des propositions spectaculaires dans ce domaine. Cependant, il est difficile d'imaginer des progrès importants sans une meilleure connaissance des dépenses militaires des Grandes Puissances. Il semble urgent de proposer la mise en place d'un Observatoire ou d'un Institut International sur l'estimation des dépenses militaires, financé par tous les Etats désireux de réduire leur effort de défense, sans diminuer le seuil de leur sécurité.

Bibliographie sommaire

- Ball, N. (1983), Disarmament and development. *Economic Development and Structural Changes*. Vol. 31
- Chan, S., Mintz, A. (1991), *Defence, welfare and growth*, Unwin Hyman, Boston.
- Cars, H-C., Fontanel, J. (1987), Military expenditures comparisons, *Peace, Defence and economic analysis*, Palgrave MacMillan, London.
- Fontanel, J. (1984), *L'économie des armes*, La Découverte, Paris.
- Fontanel, J. L'économie du désarmement, *Stratégie* n°47.
- Fontanel, J. (1991), Effects for Developing Countries of the East-West, *Disarmament Process, in Disarmament agreements and negotiations. The economic dimension*, UNIDIR, Geneva.,
- Fontanel, J. (1990) The economic effects of military expenditure in third world countries, *Journal of Peace Research*
- Hicks, N., Kubisjh, A. (1983), *The effects of military expenditure reductions in developing countries*, World Bank.
- Klein, L.R. (1990), Désarmement et développement, in *Science, guerre et paix*, Economica
- Smith, R., Humm, A., Fontanel, J. (1985), The economics of exporting arms. *Journal of Peace Research* 22(3)
- Smith, Ron, Anthony Humm, and Jacques Fontanel. (1987) "Capital labour substitution in defence provision." *Defence Security and Development*
- UNIDIR (1986), *Establishment of an International Disarmament Fund*, UNIDIR, Geneva